



**PRÉFÈTE
DU RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

**Direction départementale
de la protection des populations**

DREAL/UD69/CR
DDPP/SPE/IG

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE n° DDPP-DREAL 2025-195,
portant modification et actualisation des conditions d'exploitation prévues par l'arrêté préfectoral
du 28 juin 2012, autorisant la société CARRIERES DE SAINT LAURENT,
à exploiter une carrière alluvionnaire sur les communes de Saint-Laurent-de-Mûre, Saint-Bonnet-de-
Mûre et Saint Pierre de Chandieu**

La Préfète de la Zone de défense et de Sécurité Sud-Est
Préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfète du Rhône
Commandeur de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite

- VU** le Code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrière et aux installations de premier traitement des matériaux de carrière ;
- VU** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;
- VU** l'arrêté interministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur les espèces de faune et de flore sauvages protégées ;
- VU** l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives ;
- VU** l'arrêté interpréfectoral n° DDPP-DREAL 2022-279 du 24 novembre 2022 portant approbation de la révision du plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération lyonnaise ;
- VU** le Schéma Régional des Carrières (SRC) de la région Auvergne-Rhône-Alpes approuvé par arrêté préfectoral n°21-520 en date du 8 décembre 2021 ;
- VU** le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée approuvé par arrêté du Préfet coordonnateur de bassin le 21 mars 2022 ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 28 juin 2012 autorisant la société CARRIERES DE SAINT-LAURENT à poursuivre l'exploitation de la carrière lieu dit « La Petite Craz » à Saint-Laurent-de-Mûre et à l'étendre aux lieux-dits « La Petite Craz », « La Cudurière » et « La Picardièrre » à Saint-Bonnet-de-Mûre et Saint-Laurent-de-Mûre ;

- VU** l'arrêté préfectoral n°2012 E12 du 6 juin 2012 portant autorisation de destruction, altération ou dégradation de site de reproduction ou d'aires de repos d'espèces animales protégées, destruction de spécimens d'espèces animales protégées, perturbation intentionnelle de spécimens d'espèces animales protégées, capture ou enlèvement de spécimens d'espèces animales protégées, par la Société « Carrières de Saint-Laurent CSL » appartenant au groupe Lafarge Granulats, délivré au titre de la réglementation relative aux espèces protégées ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 octobre 2015 modifiant et complétant l'arrêté du 28 juin 2012 réglementant le fonctionnement de la carrière exploitée par la société CARRIERES DE SAINT LAURENT sur le territoire des communes de Saint-Laurent-de-Mûre et Saint-Bonnet-de-Mûre et Saint Pierre de Chandieu ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 1^{er} juin 2017 imposant des prescriptions supplémentaires à la société CARRIERES DE SAINT LAURENT exploitant la carrière « La Petite Craz » à Saint-Laurent-de-Mûre, Saint-Bonnet-de-Mûre et Saint Pierre de Chandieu ;
- VU** le rapport de manquement administratif du 24 janvier 2022 faisant suite au contrôle administratif du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral n°2012 E12 du 6 juin 2012 réalisé le 3 décembre 2021 ;
- VU** les réponses apportées par le pétitionnaire sur les non-conformités constatées et la demande du préfet du 8 décembre 2022 de déposer en conséquence un porter à connaissance de la dérogation à la protection des espèces sus-visée ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° DDPP-DREAL 2024-156 du 8 août 2024 relatif à la surveillance des retombées de poussières issues de carrières ;
- VU** le dossier de porter à connaissance déposé le 16 décembre 2020 par la société CARRIERES DE SAINT LAURENT relatif à la mise en fonctionnement d'une activité de recyclage au sein de la carrière de la Petite Craz ;
- VU** le dossier de porter à connaissance déposé le 5 juin 2023 par la société CARRIERES DE SAINT LAURENT relatif à la mise en place d'un traitement tertiaire de matériaux inertes du BTP au sein de la carrière de la Petite Craz ;
- VU** le dossier de porter à connaissance déposé le 18 octobre 2024 par la société CARRIERES DE SAINT LAURENT, relatif à la prolongation de la durée d'exploitation ainsi qu'aux modifications des conditions d'exploitation et de la remise en état de la carrière de la Petite Craz ;
- VU** le rapport du 18 juillet 2025 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;
- VU** la participation du public par voie électronique, qui s'est déroulée du 25 août 2025 au 8 septembre 2025 ;
- VU** la lettre du 11 septembre 2025 communiquant le projet d'arrêté à l'exploitant ;
- VU** la réponse du 25 septembre 2025 de l'exploitant sur le projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT

que la demande de modifications, effectuée par la société CARRIERES DE SAINT-LAURENT en date du 18 octobre 2024 pour la carrière de la Petite Craz située sur les communes de Saint-Laurent-de-Mûre, Saint-Bonnet-de-Mûre et Saint Pierre de Chandieu, est justifiée par le souhait d'optimiser l'exploitation du gisement de la carrière en intégrant la bande des 10 mètres de la parcelle AH 95 et la bande des 100 mètres des parcelles BI 42 et BI 82 ;

- CONSIDÉRANT** qu'il ressort du dossier présenté à l'appui de la demande de modifications que :
- la méthode d'exploitation reste identique,
 - le périmètre d'autorisation est inchangé,
 - les volumes d'extraction annuels moyens et maximaux sont abaissés,
 - la remise en état est modifiée afin de permettre une meilleure intégration paysagère avec les parcelles conjointes,
 - une diminution du trafic routier est attendu,
 - il n'y a pas d'impacts significatifs à l'échelle du périmètre couvert par l'autorisation environnementale ;
- CONSIDÉRANT** que l'arrêté préfectoral modifié du 28 juin 2012 délivré au titre des installations classées pour la protection de l'environnement relève du régime de l'autorisation environnementale ;
- CONSIDÉRANT** que la dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces protégées accordée le 6 juin 2012 entre dans la catégorie des procédures et autorisations visées à l'article L.181-2 ;
- CONSIDÉRANT** par conséquent que le porter à connaissance doit être considéré comme une demande de modification de l'autorisation environnementale susvisée, au titre des articles L.181-14 et R. 181-46 du code de l'environnement ;
- CONSIDÉRANT** de plus, que l'usage futur du site n'est pas modifié, le principe de restitution à vocation naturelle et agricole étant maintenu ;
- CONSIDÉRANT** donc que ces modifications ne revêtent pas un caractère substantiel puisqu'il n'y a pas d'aggravation des dangers ou inconvénients présentés sur le site de la carrière La Petite Craz exploité par la société CARRIERES DE SAINT LAURENT ;
- CONSIDÉRANT** que dans le cadre des suivis prescrits par l'arrêté préfectoral n°2012 E12, il apparaît que de nouvelles espèces protégées sont présentes et que le projet est susceptible de générer une perturbation de ces espèces, notamment en période de reproduction ;
- CONSIDÉRANT** que l'arrêté susvisé doit par conséquent prendre en compte ces nouvelles espèces ;
- CONSIDÉRANT** que les mesures d'évitement, de réduction, de compensation s'appliquent à ces nouvelles espèces dont la niche écologique est comparable à celle des espèces visées par la demande de dérogation initiale ;
- CONSIDÉRANT** que le porter à connaissance prévoit des mesures de réduction et de compensation propres aux zones d'extension ;
- CONSIDÉRANT** que l'extension demandée ne remet pas en cause l'état de conservation local des espèces visées par la dérogation initiale et le présent arrêté ;
- CONSIDÉRANT** dès lors que ces modifications ne revêtent pas un caractère substantiel, que la présentation en Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS) n'est pas nécessaire, en application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

SUR proposition du directeur départemental de la protection des populations et du chef de l'unité départementale du Rhône de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes ;

ARRÊTE

Titre 1 : Prescriptions Générales

ARTICLE 1^{er}. Disposition administrative

Il est pris acte de la déclaration en date du 18 octobre 2024 de la société CARRIERES DE SAINT LAURENT relative à la prolongation de la durée d'exploitation ainsi qu'aux modifications des conditions d'exploitation et de la remise en état de la carrière située lieu-dit « La Petite Craz » à Saint-Laurent-de-Mure, lieux-dits « La Cudurière » et « La Picardière » à Saint-Bonnet-de-Mure et lieu-dit « Les Quinonnières » à Saint Pierre de Chandieu.

ARTICLE 2. Portée de l'autorisation

Le tableau figurant à l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 28 juin 2012 est remplacé par le suivant :

Rubrique de la nomenclature	Désignation des installations	Volume d'activité	Régime
2510	exploitation de carrière	Tonnage annuel maximum : 1 250 000 tonnes. Tonnage annuel moyen : 800 000 tonnes.	A
2515	broyage, concassage criblage lavage de produits minéraux	Puissance installée 3 317 kW	E
2517.2	station de transit des matériaux et déchets inertes	Surface dédiée à l'activité de 201 000 m ²	E

Régime : A (autorisation), E (enregistrement), DC (déclaration avec contrôle périodique), D (déclaration), NC (non classé).

La présente autorisation environnementale tient lieu de dérogation aux mesures de protection de la faune et de la flore sauvage au titre du 4^o de l'article L.411-2 du code de l'environnement.

ARTICLE 3. Caractéristique de l'autorisation

La durée de l'autorisation fixée par l'arrêté préfectoral du 28 juin 2012 susvisé, pour l'exploitation de la carrière de la Petite Craz, par la société CARRIERES DE SAINT LAURENT, située sur le territoire des communes de Saint-Laurent-de-Mûre, Saint-Bonnet-de-Mûre et Saint Pierre de Chandieu est prolongée de dix années, soit jusqu'au 28 juin 2037 (remise en état et processus de cessation d'activité inclus). Elle est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans les limites du droit à propriété du bénéficiaire et des contrats de forage dont il est le titulaire.

ARTICLE 4. Conduite de l'exploitation

Le plan de phasage figuré en annexe 2 de l'arrêté préfectoral du 28 juin 2012 et modifié par l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} juin 2017 est supprimé et remplacé par celui joint en annexe 2 du présent arrêté.

Les dispositions de l'article 7.4 de l'arrêté préfectoral du 28 juin 2012 et modifié par l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} juin 2017, sont supprimées et remplacées par les suivantes :

« L'exploitation est conduite en 3 phases successives décrites ci-après, avec une remise en état simultanée des zones disponibles sur l'ensemble de la carrière.

Phase A. 2025-2028 (4 ans)

L'extraction se fait au sud-ouest du site au niveau des parcelles ZP 54 et AH 95 (parcelle où se situe la bande de 10 mètres mitoyenne et commune avec la carrière de Carrières du Cheval Blanc).

L'extraction s'effectue ensuite en partie nord du lieu dit de « La Cudurière » dont la bande de 100 mètres longeant l'autoroute A43 et l'emprise des pylônes électriques de la ligne 63 KV, démantelés au préalable par RTE.

La phase A prend fin avec l'exploitation totale des parcelles au lieu dit de « La Picardière ». En parallèle des extractions, un remblaiement par des matériaux inertes est réalisé sur les zones extraites en amont de cette phase A ainsi que les premières zones d'extraction de cette phase A.

Cette phase correspond à une production totale de 4 541 000 tonnes de matériaux.

Phase B. 2029-2033 (5 ans)

Lors de la seconde phase, l'extraction est finalisée en partie sud de la Cudurière. L'exploitation de la partie sud de la Petite Craz correspond à la côte 231 m NGF.

En parallèle de l'extraction, les secteurs RB1 (partie sud et ouest de La Cudurière) et RB2 (au niveau du tapis convoyeur reliant la zone La Cudurière à la zone de Petite Craz) sont remblayés avec des matériaux inertes.

Cette phase correspond à une production totale de 4 631 000 tonnes de matériaux.

Phase C. 2034-2037 (4 ans)

Lors de la dernière phase, l'extraction est finalisée en partie est et sud de l'installation de traitement. Le remblaiement est réalisé sur le secteur RC.

Cette phase correspond à une production totale de 3 598 000 tonnes de matériaux. »

ARTICLE 5. Distances limites et zone de protection

Par dérogation aux dispositions des articles 7.5 de l'arrêté préfectoral du 28 juin 2012 susvisé et 4 de l'arrêté préfectoral du 29 octobre 2015 susvisé, la société CARRIERES DE SAINT-LAURENT est autorisée à exploiter, et ce conformément au plan joint en annexe 1 au présent arrêté :

- la bande de terrain de 100 mètres, située sur les parcelles BI 42 et BI 82 sur la commune de Saint-Bonnet-de-Mure, longeant l'autoroute A43 ;
- l'emprise des deux pylônes électriques de la ligne 63 KV situés au lieu dit de « La Cudurière » démantelés par RTE ;
- la bande de terrain de 10 mètres, située sur la parcelle AH 95 sur la commune de Saint-Pierre-de-Chandieu, bordant la carrière voisine exploitée. Celle-ci s'effectue dans le respect de la convention d'exploitation et de remise en état, signée par les deux parties et annexée au dossier de porter à connaissance du 18 octobre 2024.

L'exploitation de la bande de terrain de 10 mètres est réalisée après autorisation accordée à la carrière voisine Carrières du Cheval Blanc.

ARTICLE 6. Remise en état

Le plan de remise en état figuré en annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 28 juin 2012 et modifié par l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} juin 2017 est supprimé et remplacé par celui joint en annexe 3 au présent arrêté.

Les dispositions de l'article 8.1 de l'arrêté préfectoral du 28 juin 2012, modifiées par l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 29 octobre 2015 et l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} juin 2017, sont complétées par les suivantes :

« La remise en état de la limite sud de la parcelle AH 95, connexe à la carrière voisine, est réalisée dans le respect de la convention d'exploitation et de remise en état, signée par les deux parties et annexée au dossier de porter à connaissance du 18 octobre 2024. La coupe topographique de remise en état au niveau de la bande de terrain de 10 mètres mitoyenne et commune avec la carrière de Carrières du Cheval Blanc est jointe en annexe 4 au présent arrêté. »

ARTICLE 7. Garanties financières

Les montants de référence (C_r) des garanties financières pour chaque phase d'exploitation, tels qu'ils sont présentés à l'article 22 de l'arrêté préfectoral du 28 juin 2012 sont révisés comme suit :

- Phase A : 3 543 430 €
- Phase B : 3 034 021 €
- Phase C : 2 204 026 €

L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières de la phase A en cours dans les 3 mois suivant la notification du présent arrêté.

Titre 2 : Prescriptions particulières relatives à la dérogation au titre des espèces et habitats protégés

ARTICLE 8 – Objet et nature de la dérogation

L'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 2012 – E12 du 6 juin 2012 est remplacé comme suit :

Dans le cadre de l'exploitation de la carrière de la Petite Craz sur les communes de Saint-Bonnet-de-Mûre, Saint-Laurent-de-Mûre et Saint Pierre de Chandieu, dont le périmètre est défini en annexe 1 du présent arrêté, le bénéficiaire est autorisé, ainsi que ses éventuels mandataires opérant dans le cadre de l'exécution des prescriptions du présent arrêté, à :

- détruire des spécimens d'espèces animales protégées,
- perturber intentionnellement des spécimens d'espèces animales protégées,
- détruire, altérer ou dégrader des sites de reproduction ou d'aires de repos d'espèces animales protégées,

tel que présenté dans le tableau ci-dessous :

ESPÈCES ANIMALES Nom commun et nom scientifique	Transport, transport en vue de relâcher dans la nature, capture ou enlèvement de spécimens	Destruction de spécimens	Perturbation intentionnelle de spécimens	Destruction, altération ou dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos
OISEAUX				
Bergeronnette grise (<i>Motacilla alba</i>)			X	X
Bergeronnette printanière (<i>Motacilla flava</i>)				X
Bruant proyer (<i>Emberiza calandra</i>)				X
Bruant zizi (<i>Emberiza cirlus</i>)				X
Buse variable (<i>Buteo buteo</i>)				X

ESPÈCES ANIMALES Nom commun et nom scientifique	Transport, transport en vue de relâcher dans la nature, capture ou enlèvement de spécimens	Destruction de spécimens	Perturbation intentionnelle de spécimens	Destruction, altération ou dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos
Chardonneret élégant (<i>Carduelis carduelis</i>)				X
Épervier d'Europe (<i>Accipiter nisus</i>)				X
Faucon crécerelle (<i>Falco tinnunculus</i>)				X
Fauvette à tête noire (<i>Sylvia atricapilla</i>)				X
Fauvette grisette (<i>Sylvia communis</i>)				X
Guêpier d'Europe (<i>Merops apiaster</i>)			X	X
Hirondelle de rivage (<i>Riparia riparia</i>)			X	X
Hypolaïs polyglotte (<i>Hippolais polyglotta</i>)				X
Linotte mélodieuse (<i>Carduelis cannabina</i>)				X
Mésange bleue (<i>Parus caeruleus</i>)				X
Mésange charbonnière (<i>Parus major</i>)				X
Moineau domestique (<i>Passer domesticus</i>)				X
Oedicnème criard (<i>Burhinus oedicnemus</i>)			X	X
Petit gravelot (<i>Charadrius dubius</i>)			X	X
Pinson des arbres (<i>Fringilla coelebs</i>)				X
Pouillot véloce (<i>Phylloscopus collybita</i>)				X
Rossignol philomèle (<i>Luscinia megarhynchos</i>)				X
Rouge-gorge familier (<i>Erithacus rubecula</i>)				X
Rougequeue noir (<i>Phoenicurus ochruros</i>)			X	X
Serin cini (<i>Serinus serinus</i>)				X
Tarier pâtre (<i>Saxicola rubicola</i> (Linnaeus, 1766))				X
Verdier d'Europe (<i>Carduelis chloris</i>)				X
REPTILES				
Couleuvre verte et jaune (<i>Hierophis viridiflavus</i>)		X	X	X
Lézard des murailles (<i>Podarcis muralis</i>)		X	X	X
Lézard vert (<i>Lacerta viridis</i>)		X	X	X
AMPHIBIENS				
Crapaud calamite (<i>Bufo calamita</i>)		X	X	X
Pélodyte ponctué (<i>Pelodytes punctatus</i>)		X		
MAMMIFÈRES				
Hérisson d'Europe (<i>Erinaceus europaeus</i>)				X

Le bénéficiaire s'assure du respect de l'ensemble des obligations qui lui sont faites de la part de l'ensemble des intervenants sur les chantiers concernés par la présente dérogation.

ARTICLE 9 : Prescriptions

L'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2012 - E12 du 6 juin 2012 et annexes afférentes sont remplacés comme suit.

Le bénéficiaire ainsi que ses éventuels mandataires opérant dans le cadre de l'exécution des prescriptions du présent arrêté respectent les engagements pris dans le dossier de demande de dérogation initiale et le porter à connaissance, sous réserve des dispositions suivantes.

9.1. Mesures d'évitement des impacts

ME1. Préservation d'un linéaire de 2624 ml de haies (anciennement MS1 dans l'AP du 6 juin 2012)

Les haies présentes en limite du périmètre de l'exploitation et au sein de cette dernière, comme localisées en annexe 5.A, sont préservées sur un linéaire de 2624 ml.

Une gestion écologique des haies au lamier est admise entre le 1^{er} janvier et le 1^{er} mars (1 à 2 fois tous les 5 ans) en cas de besoin, sans tailler plus de 50 % du linéaire par an. Les bois morts sont laissés sur place. Les traitements phytosanitaires sont proscrits.

ME2. Préservation de mares existantes (anciennement MS2 dans l'AP du 6 juin 2012)

Quatre mares présentes à l'état initial, comme localisées en annexe 6 (mares n° 1, 3, 5 et 6), situées sur la carrière actuellement en activité sont conservées tout au long de l'exploitation.

Le cas échéant, une nouvelle mare de remplacement est créée avant chaque disparition de mare dans le respect des périodes d'intervention mentionnées à la mesure MR3.

9.2. Mesures de réduction des impacts

MR1. Plantation de haies sur un linéaire de 1224 mètres

484 ml de haies ont déjà été plantées selon la localisation de l'annexe 5.A.

Complément lié aux zones d'extension :

640 mètres linéaires de haies complémentaires sont implantés pour les zones d'extension selon la localisation de l'annexe 5.B. Ce linéaire est composé de 320 ml de haies mélangées double rang et de 320 ml de haies arbustives.

Les haies mélangées et arbustives situées en périphérie des prairies temporaires complémentaires identifiées à la mesure MC6 (455 ml) sont effectives avant le 31 décembre 2025. Les 185 ml restant correspondant à de la haie arbustive sont plantés avant la fin de la phase A, soit avant le 31 décembre 2028.

La plantation est réalisée entre novembre et mars après préparation du sol. Les essences plantées sont adaptées aux conditions édaphiques locales ; il s'agit exclusivement d'espèces autochtones sauvages (excluant toute variété ornementale).

La liste des espèces indicatives pouvant être utilisées est la suivante (liste non exhaustive) :

Aubépine monogyne (*Crataegus monogyna*), Prunellier (*Prunus spinosa*), Noisetier (*Corylus avellana*), Cornouiller sanguin (*Cornus sanguinea*), Eglantier (*Rosa canina*), Erable champêtre (*Acer campestre*), Merisier (*Prunus avium*), Charme (*Carpinus betulus*) ; Fusain d'Europe (*Euonymus europaeus*), Troène commun (*Ligustrum vulgare*), Sureau noir (*Sambucus nigra*), Chèvrefeuille des haies (*Lonicera xylosteum*), Erable champêtre (*Acer campestre*), Erable plane (*Acer platanoides*), Erable sycomore (*Acer pseudoplatanus*), Chêne pédonculé (*Quercus robur*), Pommier sauvage (*Malus sylvestris*).

Les sujets plantés font l'objet d'une surveillance annuelle pendant 5 ans et sont remplacés si nécessaire.

Une gestion écologique des haies au lamier est admise entre le 1^{er} janvier et le 1^{er} mars (1 à 2 fois tous les 5 ans) en cas de besoin, sans tailler plus de 50 % du linéaire par an. Les bois morts sont laissés sur place. Les traitements phytosanitaires sont proscrits.

MR2. Ouverture d'une zone sablo-graveleuse favorable à la reproduction de l'Oedicnème criard (anciennement MR3 dans l'AP du 6 juin 2012)

Tout au long de l'exploitation une zone sablo-graveleuse d'environ 1 ha est réservée à la reproduction de l'Oedicnème criard et du Petit Gravelot. Cette zone peut être déplacée au fur et à

mesure de l'avancée de l'exploitation. Elle est isolée du chantier (merlon ou balisage) afin d'y éviter toute circulation d'engins et aucune intervention n'y est réalisée entre le 1^{er} mars et le 31 juillet.

MR3. Adaptation du calendrier des travaux et des modalités d'exploitation aux enjeux faunistiques

Les travaux d'abattage d'arbres et de débroussaillage sont réalisés exclusivement entre le 1^{er} septembre et le 1^{er} mars.

Concernant les zones ouvertes (cultures, prairies), les travaux de décapage sont réalisés exclusivement entre le 1^{er} novembre et le 31 mars. En dehors de cette période, ils ne peuvent être réalisés qu'après le passage d'un écologue et validation préalable de la DREAL (SEHN / PPME). Le décapage est réalisé exclusivement de manière centrifuge.

Les falaises sableuses comportant des nids d'Hirondelle de rivage ou de Guêpier d'Europe sont exploités entre le 1^{er} septembre et le 15 mars. Les fronts propices nouvellement créés dans la journée sont talutés à 45° en fin de journée.

Les opérations de comblement des mares temporaires formées sur la zone exploitée sont réalisées exclusivement entre le 1^{er} octobre et le 1^{er} février.

MR4. Dispositifs préventif et curatif de lutte contre les espèces exotiques envahissantes

Ce dispositif est composé des actions préventives et curatives suivantes :

- les terres stockées temporairement sont revégétalisées immédiatement,
- les stations d'espèces exotiques envahissantes (nouveaux foyers et anciens foyers) sont identifiées, délimitées et matérialisées sur le terrain de façon régulière (à minima, une fois par an),
- un plan d'action prévoyant les modalités de traitement des différents foyers est mis en œuvre. Les déchets sont traités selon les modalités décrites dans ce plan ou évacués selon des filières adaptées le cas échéant. Le rapport de suivi décrit à la mesure MS1 intègre le plan d'action et détaille les actions réalisées annuellement.

La gestion des espèces d'ambrosie est réalisée conformément à l'arrêté ARS 2019-10-0089 du 28 mai 2019 relatif à la lutte contre les espèces d'ambrosies dans le département du Rhône.

9.3. Mesures compensatoires

Les mesures compensatoires définies ci-après sont indépendantes les unes des autres.

La réalisation de ces mesures est supervisée par un écologue et les principes d'aménagement peuvent être adaptés suivant ses recommandations. Les adaptations réalisées sont consignées le cas échéant dans le rapport de suivi décrit à la mesure MS1.

MC1. Création et entretien de 6 mares temporaires

Plusieurs mares temporaires ont déjà été créées selon la localisation précisée en annexe 6 (mares n° 4, 7, 8, 10 et 11). Les n° 10 et 11 constituent un réseau de 3 mares chacun.

Le cas échéant, une nouvelle mare de remplacement est créée avant chaque disparition de mare dans le respect des périodes d'intervention mentionnées à la mesure MR3.

Les mares temporaires créées présentent les caractéristiques suivantes :

- formes courbes et contours irréguliers,
- surfaces de l'ordre de 15 m² à minima,
- profondeur maximale de 60 cm,
- profilages des berges en pentes douces (5 à 15 %).

Si besoin, l'étanchéité de la mare est assurée par le dépôt d'une couche de fine de 30 cm ou dispositif équivalent.

Pour maintenir les mares fonctionnelles, un curage et un entretien de la végétation sont réalisés en cas de besoin (et à minima tous les 3 ans). Les débris végétaux sont systématiquement exportés. Afin de limiter l'impact sur la faune, le curage est partiel (uniquement une moitié de la mare) et est réalisé à l'automne (hors période de reproduction). Les vases sont exportées après avoir été déposées sur une bâche posée en bordure de la mare et laissées sur place pendant au moins 24 heures.

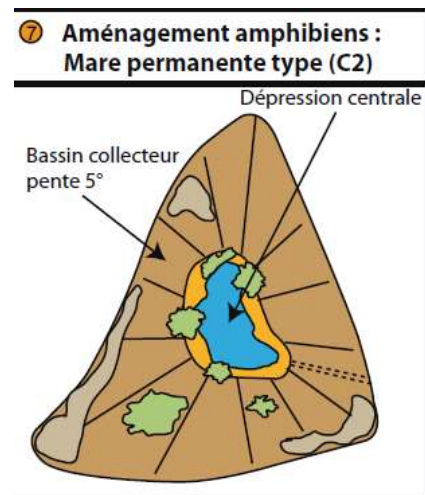
MC2. Création et entretien de 2 mares permanentes

Deux mares permanentes sont localisées temporairement en annexe 6 (mares n° 2 créée en 2014 et mare n° 9 formée spontanément en 2014).

A la fin de l'exploitation, les 2 mares sont situées à l'emplacement des anciens bassins de décantation. Elles présentent les caractéristiques suivantes :

- formes courbes et contours irréguliers,
- surfaces minimales de 200 m²,
- profondeur moyenne de 50 cm et profondeur maximale de 2 mètres,
- profilages des berges en pentes douces (15 à 25 %).

Si besoin, l'étanchéité de la mare est assurée par le dépôt d'une couche de fine de 30 cm issue des bassins de décantation.



Pour maintenir les mares fonctionnelles, un curage et un entretien de la végétation sont réalisés en cas de besoin (et à minima tous les 3 ans). Les débris végétaux sont systématiquement exportés. Afin de limiter l'impact sur la faune, le curage est partiel (uniquement une moitié de la mare) et est réalisé à l'automne (hors période de reproduction). Les vases sont exportées après avoir été déposées sur une bâche posée en bordure de la mare et laissées sur place pendant au moins 24 heures.

MC3. Création de 0,4 ha de zone sablo-graveleuse favorables au Petit Gravelot

Des milieux graveleux sont constitués autour des réseaux de mares préalablement créées en régulant une épaisseur compactée d'au moins 30 cm de sable et graviers tout venant.

Ces zones sont régulièrement entretenues afin de les maintenir sans végétation.

MC4. Création d'aménagements annexes en faveur des amphibiens et des reptiles : tas de pierres, talus sablo-graveleux

Le principe d'aménagement des hibernaculums est le suivant :

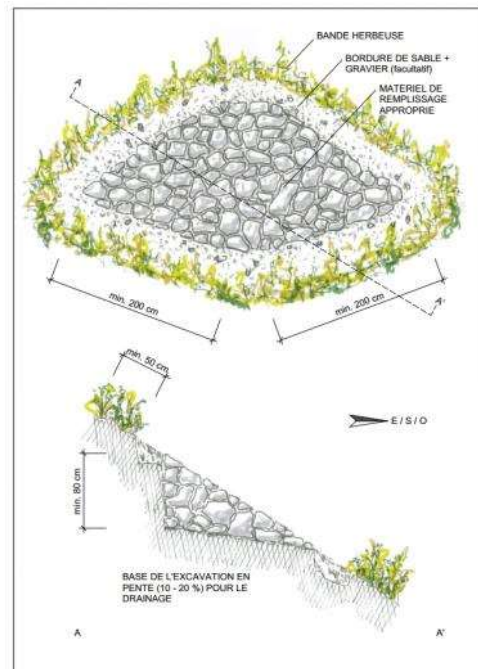
Les hibernaculums sont aménagés sur un emplacement ensoleillé selon les préconisations de l'écologue en charge du suivi écologique.

Il s'agit :

- soit de monticules de pierres décimétriques à centimétriques déposées en tas au sol d'une hauteur minimale d'1,5 m et un diamètre au sol de 2 m ;

- soit de niches pierreuses. Il s'agit d'accumulation de cailloux situés pour la plupart en dessous du sol. 80% des pierres utilisées ont une taille comprise entre 20 et 40 cm, les autres pierres sont plus petites ou plus grosses afin de créer un maximum d'aspérité de tailles différentes.

Les hibernaculum comportent en leur centre des matériaux creux comme des briques, des moellons alvéolés ou des tuiles.



Les hibernaculums font l'objet d'un entretien régulier garantissant leur fonctionnalité. En particulier les éventuelles espèces exotiques envahissantes sont traitées sur la base des modalités de la mesure MR4.

Les emplacements définitifs des hibernaculums sont déterminés par l'écologue missionné par le pétitionnaire et sont consignés dans le rapport de suivi mentionné à la mesure MS1.

MC5. Création de 100 ml de fronts artificiels favorables à la nidification de l'Hirondelle de rivage et du Guêpier d'Europe

Des fronts favorables à la nidification de l'Hirondelle de rivage et du Guêpier d'Europe sont maintenus en place pendant toute la durée de l'exploitation. Le cas échéant, des fronts artificiels sont créés sur un linéaire de 100 mètres linéaires en amont de toute disparition des fronts déjà créés et / ou existants.

Il s'agit de stocks de sables de 5 mètres de hauteur et d'au moins 2 mètres de profondeur pour une longueur minimale de 30 mètres par unité. Les fronts sont orientés sud ou sud-ouest.

Les parois sont rafraîchies régulièrement entre le 1^{er} septembre et le 15 mars, à minima tous les 3 ans sur une épaisseur d'environ 50 cm afin de reconstituer une falaise propre, abrupte et dénuée de végétation.

Les fronts artificiels sont maintenus en place pendant toute la durée de l'exploitation.

MC6. Création et entretien de 1100 ml de talus enherbés en faveur des reptiles et oiseaux

Les talus présentent les caractéristiques suivantes :

- largeur moyenne de 20 mètres,
- pente maximale de 45 °,
- mise en place d'une banquette de 2 mètres de large environ à 10 mètres de hauteur.

Ils font l'objet d'un entretien annuel (ou à défaut tous les deux ans) sur la base d'une fauche tardive après le 15 juillet avec exportation des résidus de fauche.

La prescription initiale prévoyait la création de 1100 ml de talus enherbés. Ce linéaire sera atteint avant la fin de la phase B (31 décembre 2033), tel que localisé en Annexe 7. Des talus complémentaires seront ensuite créés au fur et à mesure de l'exploitation pour atteindre un linéaire total de 1360.

MC7. Reconstitution de prairies de fauche

La mesure MC7 concerne la mise en place de milieux prairiaux qui intègre les talus enherbés visés par la mesure MC6.

Après exploitation, 14,5 ha prairies de fauche sont reconstituées progressivement de la manière suivante :

- régalage d'une couche de terre végétale sur une épaisseur minimale de 30 cm,
- semis d'espèces prairiales mésophiles (utilisation de graines d'origine régionale) en septembre-octobre ou en mars-avril,
- entretien annuel caractérisé par une fauche tardive après le 15 juillet avec exportation des résidus de fauche,
- limitation de la fertilisation minérale et organique.

Les compensations résultant des zones d'extension concernent 1,4 ha de prairie permanente supplémentaire.

En fin d'exploitation le total de prairie permanente (incluant les talus enherbés de la MC6) est à minima de 15,9 ha (14,5 ha initiaux + 1,4 ha extension).

Au regard de la remise en état tardive des milieux prairiaux prévue à l'état final, une compensation temporaire est mise en place : elle consiste en la conversion de terres cultivées en prairie de fauche au sein de l'emprise (Prairie temporaire in situ). Ces parcelles retourneront à l'agriculture dès que la remise en état en prairie de la zone Ouest sera achevée (phase B : 2029-2033), tel que localisé en annexe 8. Ces prairies sont gérées de manière identique aux prairies reconstituées.

Les surfaces prairiales reconstituées sont à minima les suivantes :

Période	Phase A : de 2025 à 2028	Phase B : de 2029 à 2033	Phase C : de 2034 à 2037	État final Restitution
Prairie temporaire in situ (vert simple hachure – Annexe 8)	4,16 ha			
Prairie temporaire ex situ (vert double hachure – Annexe 8)	5,16 ha	5,16 ha	5,16 ha	
Prairie permanente (vert – Annexe 8)		5,19 ha	10,1 ha	10,1 ha
Talus enherbé surface minimale (jaune – Annexe 8)	3,13 ha	5,87 ha	5,87 ha	5,87 ha
Total	12,45 ha	16,22 ha	21,13 ha	15,97 ha

MC8. Création de 7 ha de bosquets alliant strate arbustive et strate arborée lors de la remise en état (anciennement MC10 dans l'AP du 6 juin 2012)

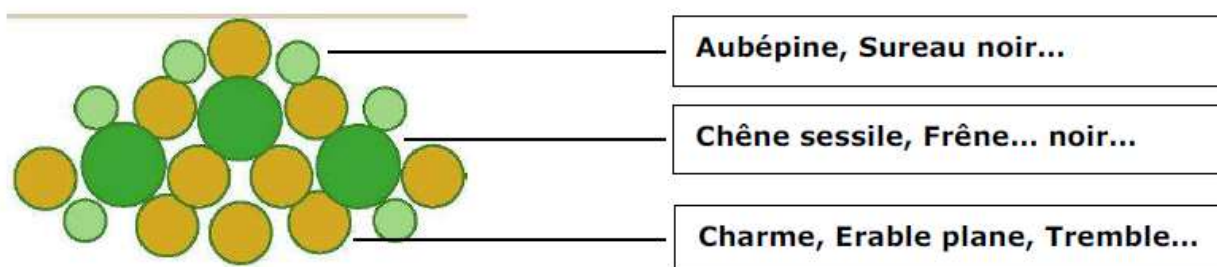
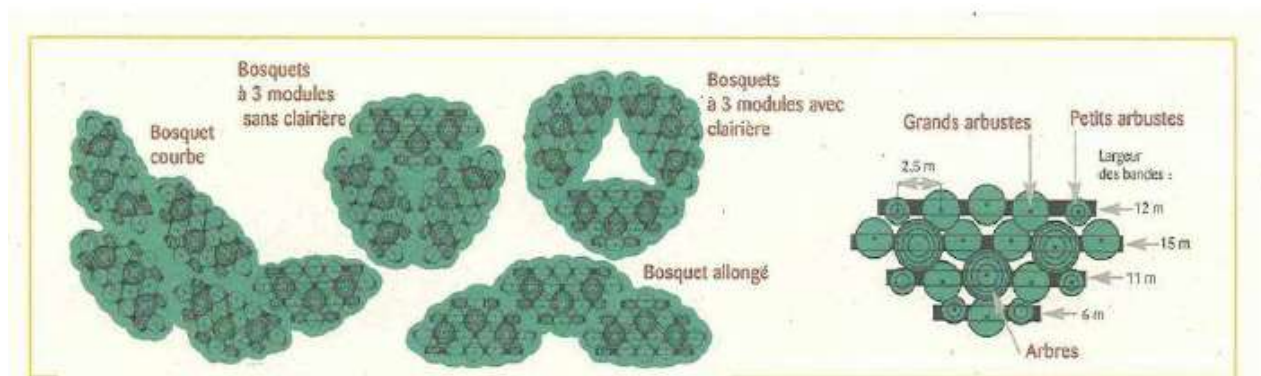
L'échéancier prévu est le suivant, tel que localisé en Annexe 8 :

Période	Phase A : de 2025 à 2028	Phase B : de 2029 à 2033	Phase C : de 2034 à 2037	État final Restitution
Bosquet (hors haie) - ha	1,22	2,94	7,54	7,54

Les bosquets sont plantés en continuité avec les haies, sur les talus ou sur des zones planes jouxtant les prairies et les parcelles agricoles.

La plantation est effectuée en bosquets sous forme de « modules de boisement ». Chaque module comprend 3 arbres à grand développement, 10 arbres secondaires et 6 arbustes périphériques, chacun espacé de 2,5 mètres.

Les modules peuvent être associés pour former différentes combinaisons de formes et s'adapter aux conditions du terrain selon les schémas de principe ci-après :



Les plantations se font en bouquet mélangé selon une densité de plantation comprise entre 800 et 1000 plants à l'hectare.

MC9. Création et entretien d'une friche attractive pour la faune (anciennement MC12 dans l'AP du 6 juin 2012)

Après exploitation, l'équivalent de 10 % de la surface totale cultivée est laissé en friche. Ces espaces mêlant espèces de friches herbacées et fourrés constituent des zones de refuge, d'alimentation et de reproduction pour la faune. Les éventuelles espèces exotiques envahissantes sont traitées sur la base des modalités de la mesure MR4.

MC10. Avant exploitation, mise en place d'une agriculture diversifiée (anciennement MC13 dans l'AP du 6 juin 2012)

Avant exploitation, les parcelles situées dans l'emprise de la carrière font l'objet d'une exploitation agricole diversifiée sur 74,2 ha associant cultures printanières et cultures automnales avec des procédés respectueux de l'environnement et selon une rotation tous les 3 à 5 ans environ. Chaque année, à minima 10 % de la surface totale est laissé en jachère.

Un désherbage mécanique est à privilégier. L'apport de produits phytopharmaceutiques et de fertilisants, autres que sous forme de fumures organiques, est interdit.

Mise en place d'un contrôle des procédés culturaux.

Il est mis en place un contrôle des procédés culturaux avec la tenue d'un registre permettant de tracer annuellement les surfaces mises en jachère et les différentes cultures pratiquées. Ce registre est inséré dans le rapport de suivi décrit à la mesure MS1.

MC11. Après exploitation, mise en place d'une agriculture diversifiée (anciennement MC14 dans l'AP du 6 juin 2012)

Après exploitation, les parcelles situées dans l'emprise de la carrière font l'objet d'une exploitation agricole associant cultures printanières et cultures automnales avec des procédés respectueux de l'environnement et selon une rotation tous les 3 à 5 ans environ. Chaque année, à minima 10 % de la surface totale est laissée en jachère. Seul, un désherbage mécanique est possible.

L'apport de produits phytopharmaceutiques et de fertilisants, autres que sous forme de fumures organiques, est interdit.

Il est mis en place un contrôle des procédés culturaux avec la tenue d'un registre permettant de tracer annuellement les surfaces mises en jachère et les différentes cultures pratiquées. Ce registre est inséré dans le rapport de suivi décrit à la mesure MS1.

Cette mesure est mise en œuvre sur une durée minimale de 30 ans à compter de la remise en état ; elle est basée sur une ou plusieurs conventions de gestion signées entre le pétitionnaire et l'exploitant. Un exemplaire de chaque convention est transmis à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes (SEHN / PPME), dans les deux mois suivants sa signature et impérativement avant la mise en culture de la parcelle.

9.4. Mesures de suivi et évaluation des mesures

MS1. Suivi de la mise en œuvre des mesures

Un écologue veille à la mise en œuvre de l'intégralité des mesures d'évitement, de réduction et de compensation. Il renseigne le registre de déploiement et de mise en œuvre des différentes mesures ainsi que le registre des pratiques culturales décrit aux mesures MC9, MC10 et MC11.

Il s'assure de la traçabilité des différentes actions et de leur restitution annuelle dans les rapports de suivi.

MS2. Suivi écologique des mesures

Les mesures font l'objet d'un suivi scientifique pendant toute la durée de l'exploitation afin de contrôler leur efficacité, l'évolution du milieu et d'adapter au besoin la gestion mise en place.

Il comprend *a minima*, selon des protocoles adaptés et reproductibles :

- un suivi de la reproduction et de l'hivernage des amphibiens fréquentant les aménagements,
- un suivi de la nidification du Petit Gravelot et de l'Oedicnème criard,
- un suivi du Guêpier d'Europe et de l'Hirondelle de rivage,
- un suivi de la végétation (talus enherbés, prairies, haies et bosquets), intégrant le suivi des espèces exotiques envahissantes et de la nidification des espèces inféodées à ces milieux,
- un suivi des procédés culturaux et de la nidification des espèces inféodées aux cultures.

Le suivi scientifique est réalisé tous les ans jusqu'à la réalisation du dossier de cessation d'activités.

Des rapports de suivi intégrant les suivis MS1 et MS2 sont produits annuellement et transmis en version papier et informatique à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes (SEHN / PPME), au plus tard le 31 janvier suivant l'année concernée.

Ils présentent pour chaque mesure :

- les actions réellement mises en œuvre dans l'année n avec le détail des travaux réalisés (dates, modalités techniques, etc.), coûts engendrés et les difficultés éventuelles rencontrées,
- le récapitulatif des mesures de gestion déployées dans l'année,

- les résultats détaillés des suivis (résultats bruts) et un diagnostic de ces derniers au regard des objectifs fixés à chaque mesure,
- la liste des travaux et mesures de gestion prévisionnelles de l'année n+1.

Le cas échéant, le bénéficiaire détaille la manière dont les résultats des suivis induisent une ré-orientation des mesures de gestion futures, au regard des objectifs de résultat fixés pour chaque mesure de compensation.

MS3. Suivi des impacts cumulatifs

Un suivi des impacts cumulatifs est mis en place à l'échelle des deux zones d'études (la plaine d'Heyrieux et le programme d'aménagement des carrières) afin d'analyser les réels effets des modifications de l'occupation du sol sur les espèces indicatrices :

- suivi des effets cumulés du programme d'aménagement des carrières sur différents pas de temps : T+10 ans, T+20 ans, T+30 ans et T+40 ans pour mesurer l'évolution de l'occupation des sols et des habitats d'espèces indicatrices : Lézard vert oriental, Pélodyte ponctué, Lucane cerf-volant, Hirondelle de rivage, Bruant proyer, Caille des blés et Oedicnème criard ;

- suivi des effets cumulatifs à l'échelle de la plaine d'Heyrieux sur différents pas de temps : T+10 ans et T+40 ans. Cette expertise vise à caractériser l'occupation globale des sols selon la même typologie que celle utilisée initialement, d'attribuer à chaque entité écophysionomique un coefficient de perméabilité au regard de l'espèce indicatrice considérée et d'étudier l'évolution de ce coefficient par rapport à l'état initial.

Le prochain suivi des impacts cumulatifs est prévu pour l'année 2032 ; il devra intégrer l'ensemble des zones d'extension des carrières.

9.5. Fourniture de données

Les mesures de compensations sont géolocalisées et, conformément à l'article 69 de la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, sont mises à disposition du public au travers d'une plateforme dédiée.

Le maître d'ouvrage fournit aux services compétents de l'État toutes les informations nécessaires au renseignement de cet outil par ces services dans un délai de 3 mois suivant la notification de l'arrêté de dérogation.

Le maître d'ouvrage fournit, *a minima*, les données vectorielles des mesures compensatoires. Il peut également joindre les données relatives aux mesures d'évitements, de réductions et d'accompagnements. Ces données sont projetées dans le système de coordonnées de référence RGF93 (Lambert-93) et être compatibles avec la bibliothèque GDAL/OGR (préférentiellement les formats ESRI Shapefile ou MapInfo). Elles sont conformes aux données présentées dans le dossier de dérogation et ses éventuels avenants visés par cet arrêté. Les différentes entités vectorielles (polygones, polylignes et points) se voient affecter, *a minima*, les champs id (nombre entier réel 64 bits) et nom (texte de caractères). La donnée attributaire du champ nom d'une entité correspond à l'intitulé de la mesure telle que décrite dans le présent arrêté (par exemple : MC1. Création de mares).

Le bénéficiaire contribue à l'Inventaire National du Patrimoine Naturel via le téléservice dédié au dépôt légal des données brutes de biodiversité acquises à l'occasion des études d'évaluation préalable ou de suivi des impacts réalisées dans le cadre du présent arrêté.

On entend par données brutes de biodiversité les données d'observation de taxons, d'habitats d'espèces ou d'habitats naturels, recueillies par observation directe, par bibliographie ou par acquisition de données auprès d'organismes détenant des données existantes.

ARTICLE 10 : Prescriptions

L'article 4 de l'arrêté préfectoral n°2012 – E12 du 6 juin 2012 est supprimé.

ARTICLE 11. Publicité

Conformément aux dispositions des articles R. 181-44 et R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée aux mairies de Saint-Laurent-de-Mûre, de Saint-Bonnet-de-Mûre et de Saint Pierre de Chandieu et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairies de Saint-Laurent-de-Mûre, de Saint-Bonnet-de-Mûre et de Saint Pierre de Chandieu pendant une durée minimum d'un mois.

Les maires de Saint-Laurent-de-Mûre, de Saint-Bonnet-de-Mûre et de Saint Pierre de Chandieu feront connaître par procès verbal, adressé à la Direction Départementale de la Protection des Populations - Service Protection de l'Environnement, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Rhône pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 12 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie et de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le Rhône.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1^{er} jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision (Mme la préfète du Rhône – direction départementale de la protection des populations – 245, rue Garibaldi 69 422 LYON Cedex 03) et au bénéficiaire de la décision (CARRIERES DE SAINT LAURENT – CD 147-Route de Toussieu- 69720 Saint-Laurent-de-Mûre), à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

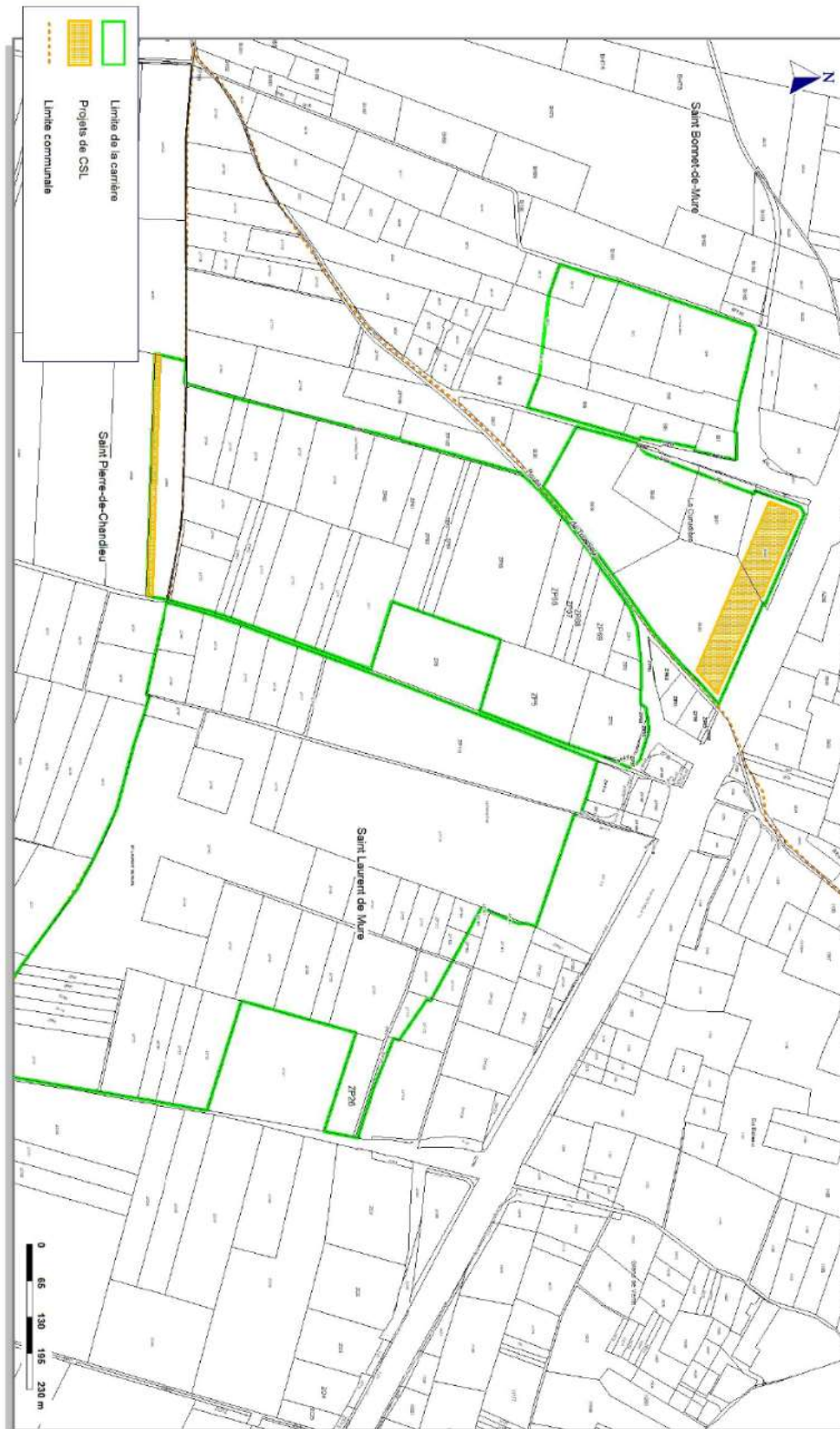
La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Lyon.

ARTICLE 13. EXÉCUTION

Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, le directeur départemental de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

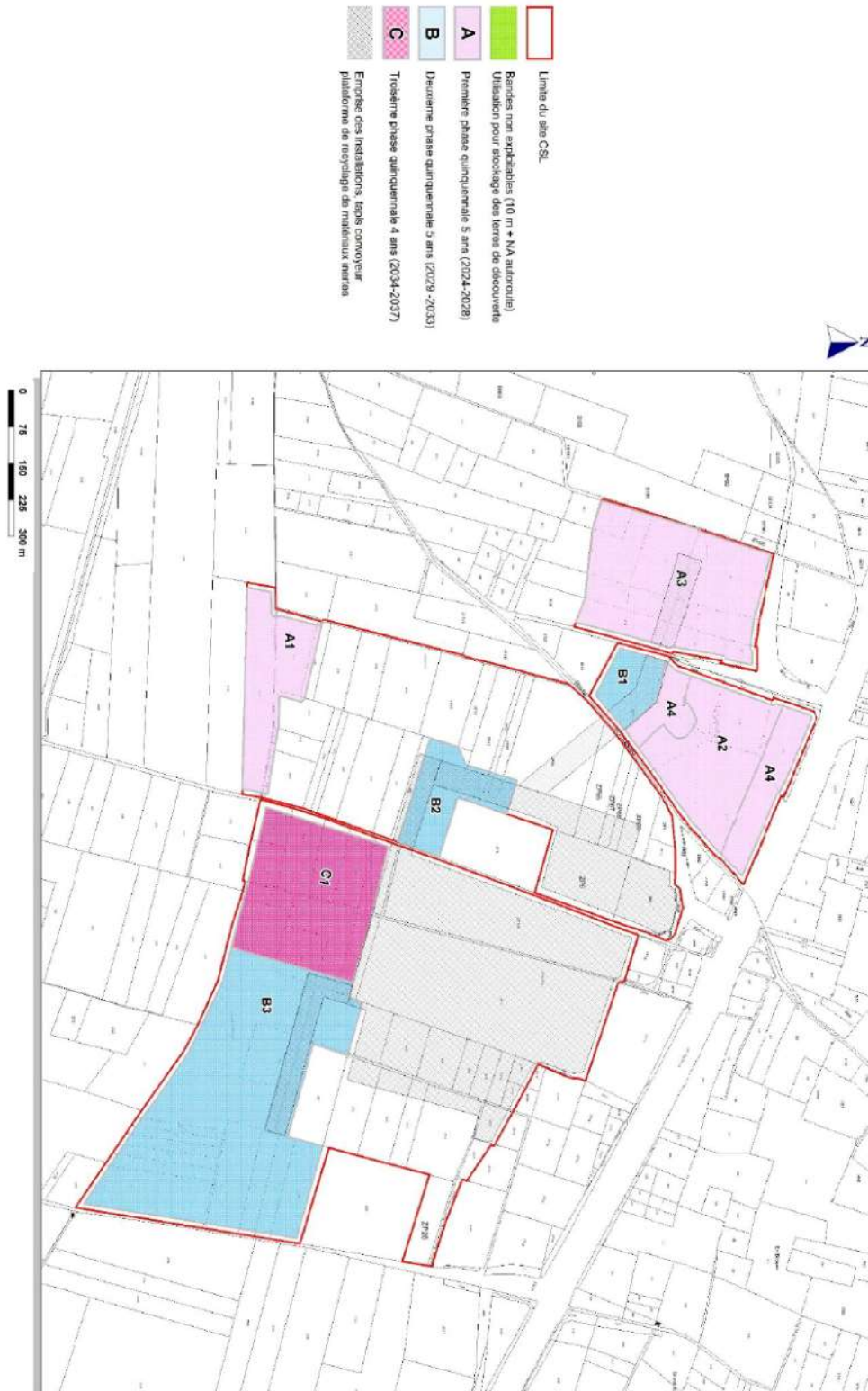
- aux maires de Saint-Laurent-de-Mûre, Saint-Bonnet-de-Mûre et Saint Pierre de Chandieu, chargés de l'affichage prescrit à l'article 11,
- à l'exploitant.

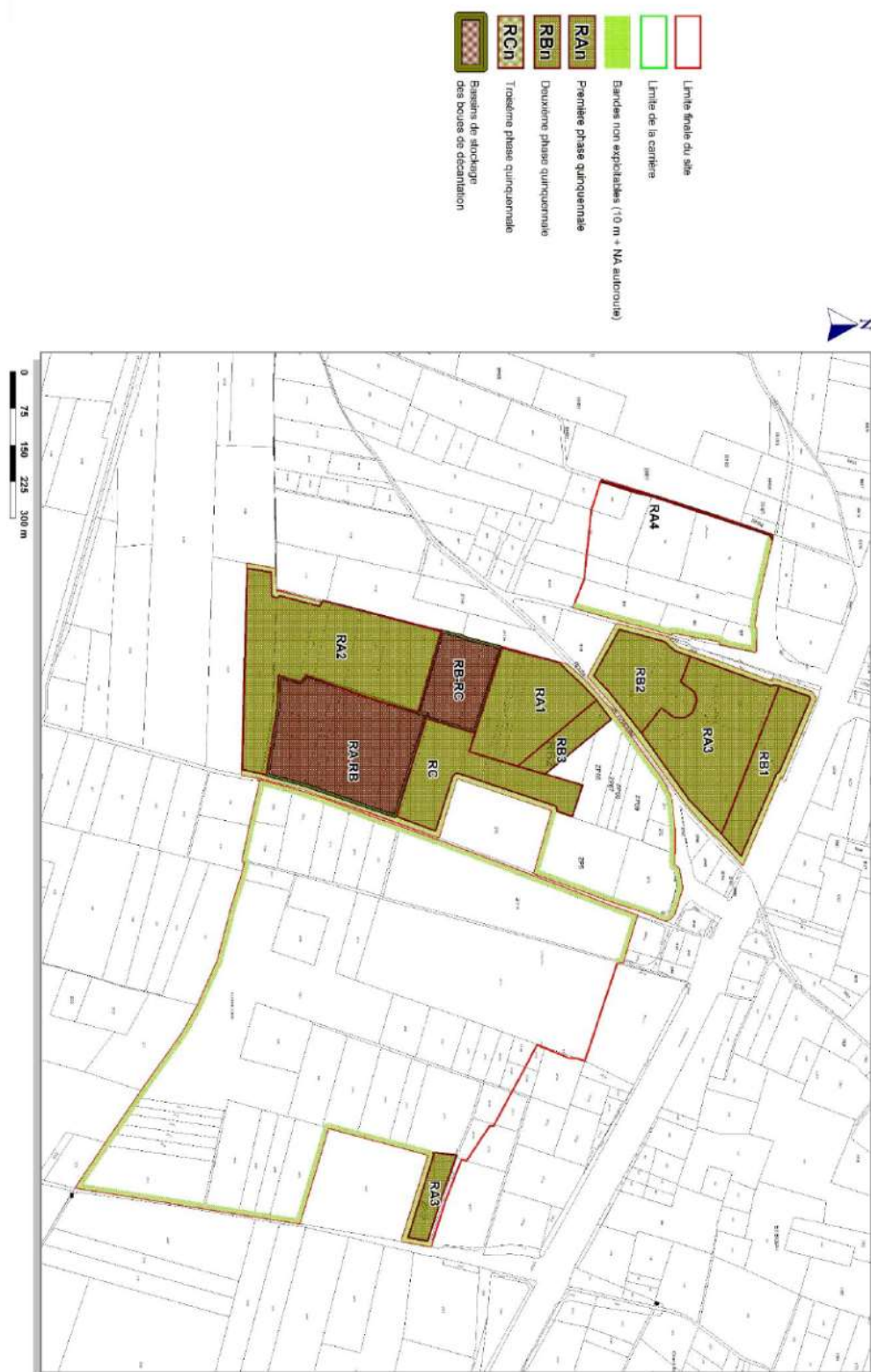
Annexe 1 : Plan Parcellaire



Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral n° DDPP-DREAL 2025-195
Pour la préfète,

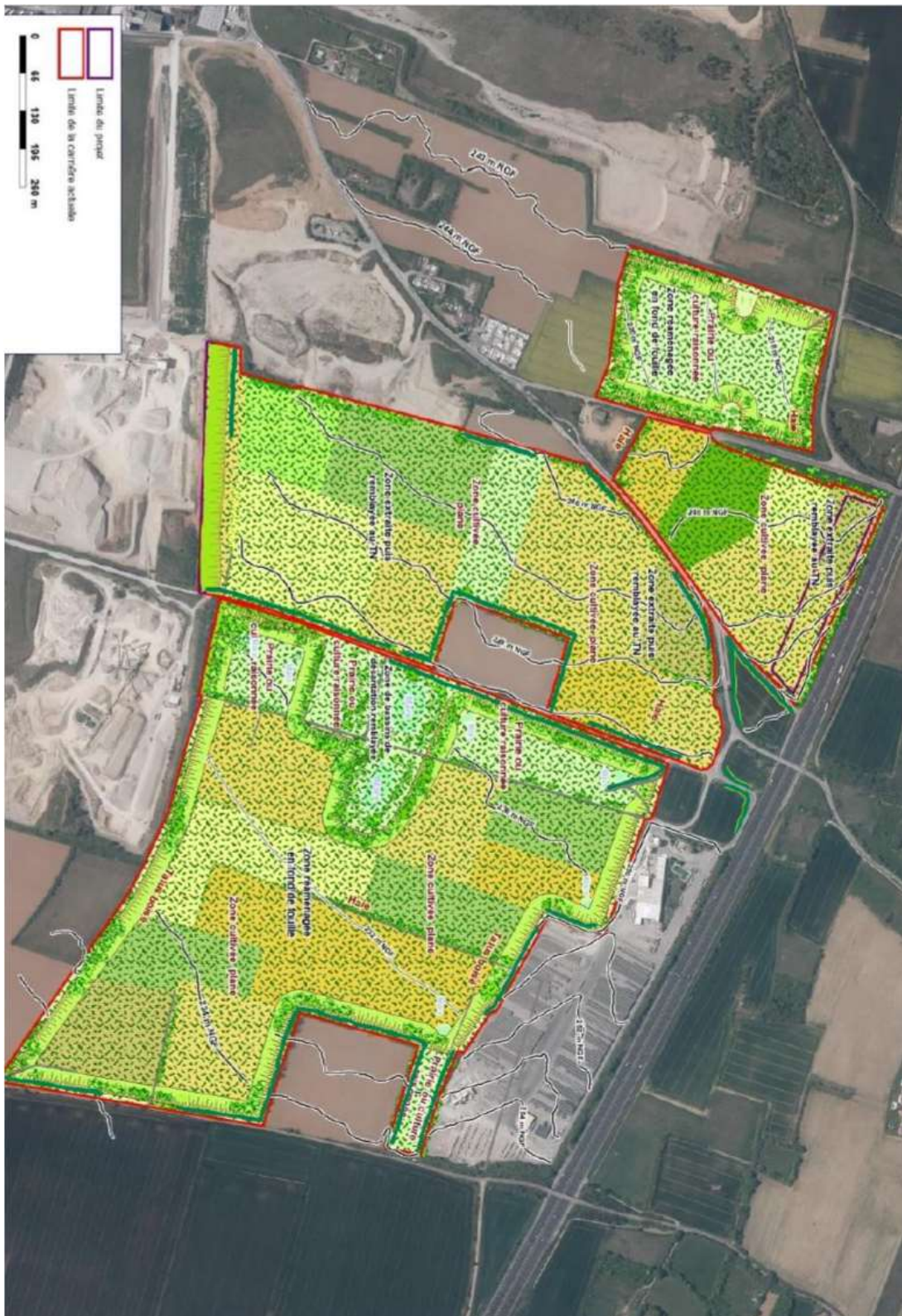
Annexe 2 : Plan de phasage





Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral n° DDPP-DREAL 2025-195
Pour la préfète,

Annexe 3 : Plan de remise en état

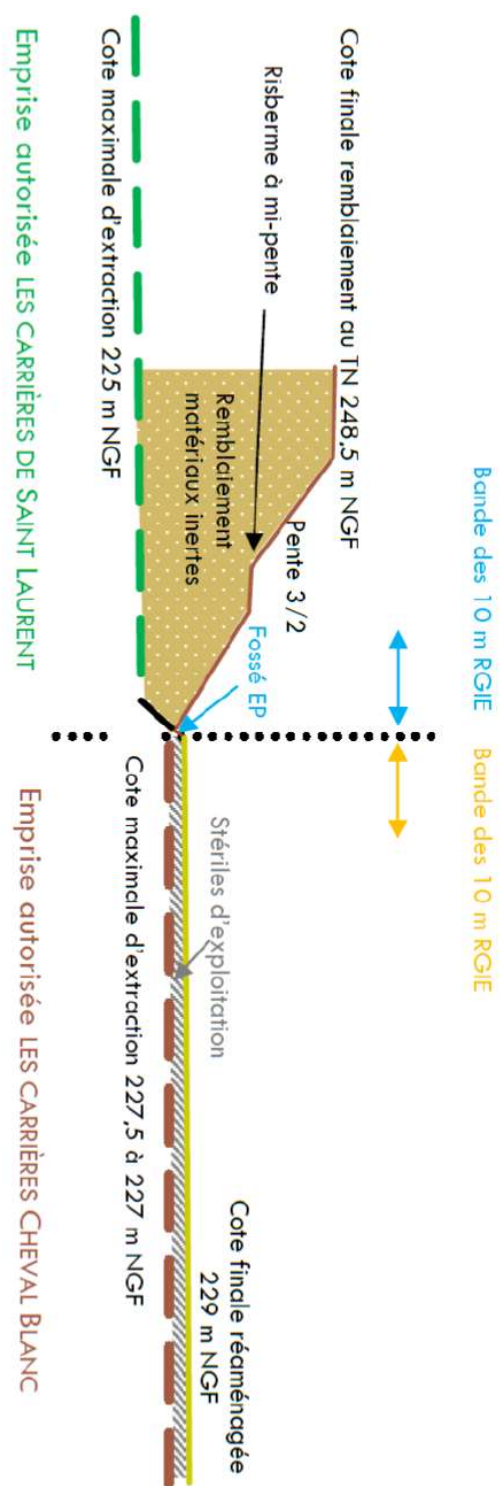


Adaptation de l'état final (d'après CPGF-Horizon 08-037/69-Figure 17)



22/31

Annexe 4 : Coupe topographique remise en état bande 10m



Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral n° DDPP-DREAL 2025-195
Pour la préfète,

Annexe 5 : localisation des mesures ME1 et MR1

A. Localisation des haies plantées et conservées (hors zones d'extension)



B. Localisation des haies plantées (complément lié aux zones d'extension)

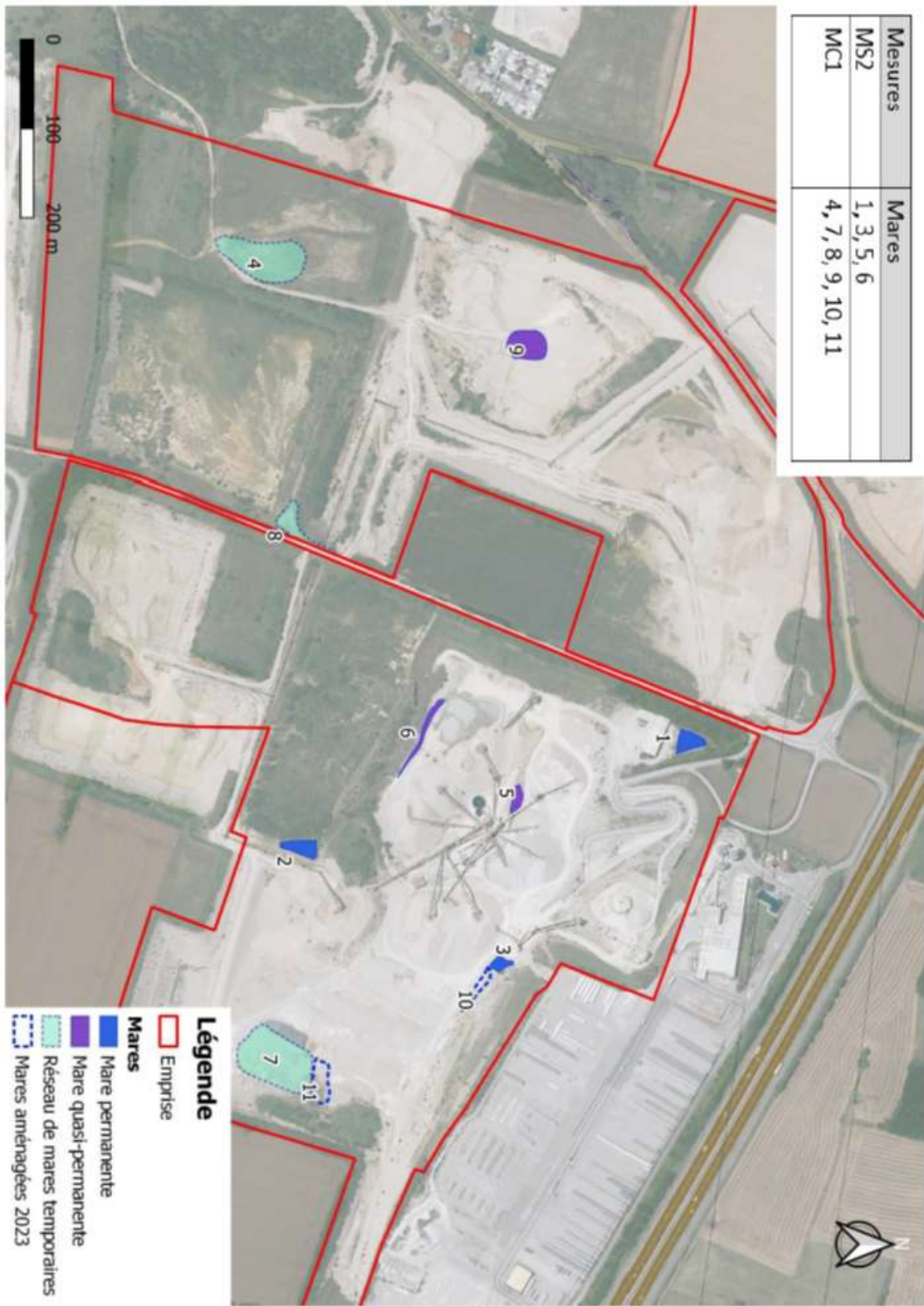


C. Plantation avant la fin de la phase B



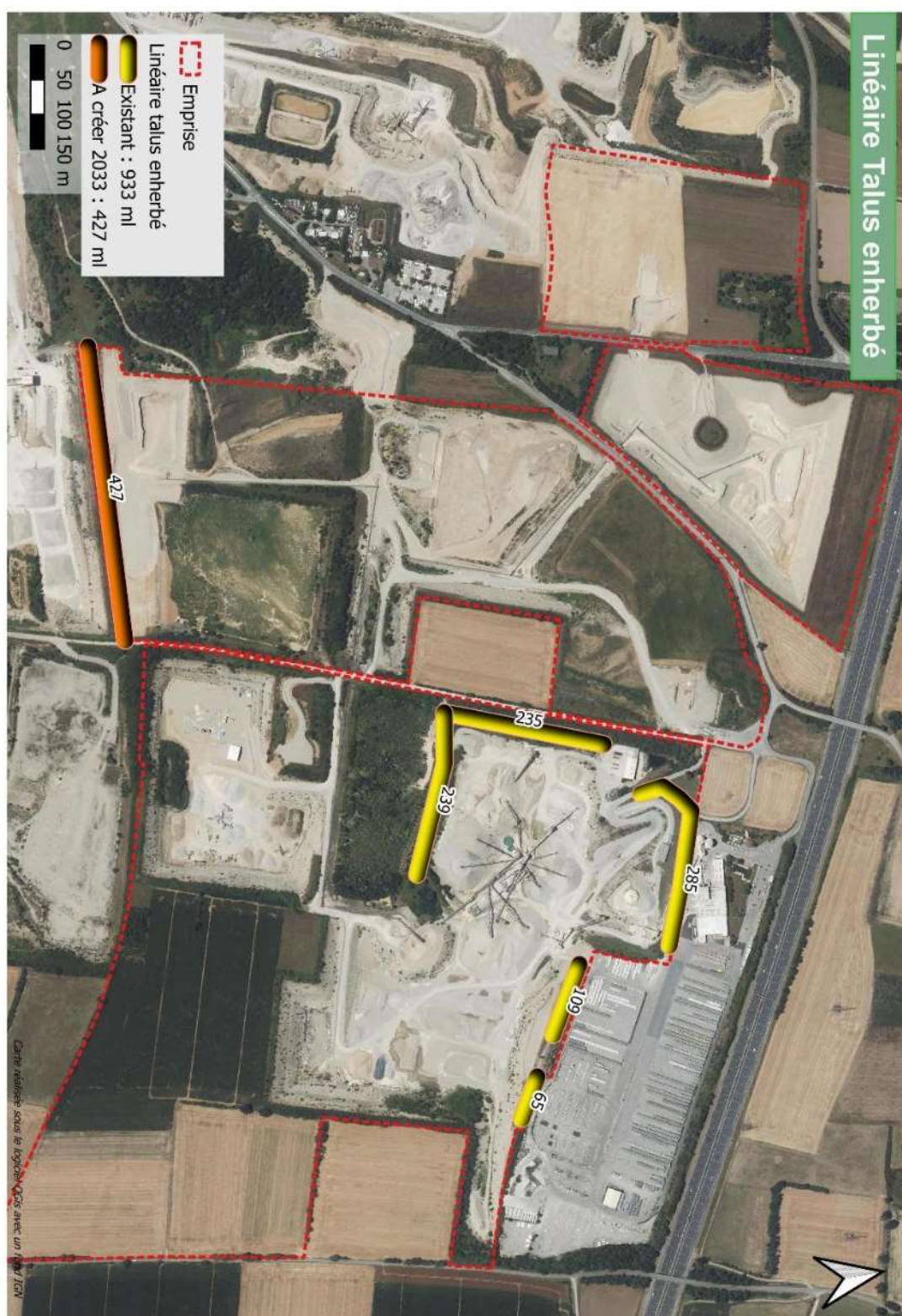
Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral n° DDPP-DREAL 2025-195
Pour la préfète,

Annexe 6 : localisation des mesures ME2, MC1 et MC2



Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral n° DDPP-DREAL 2025-195
Pour la préfète,

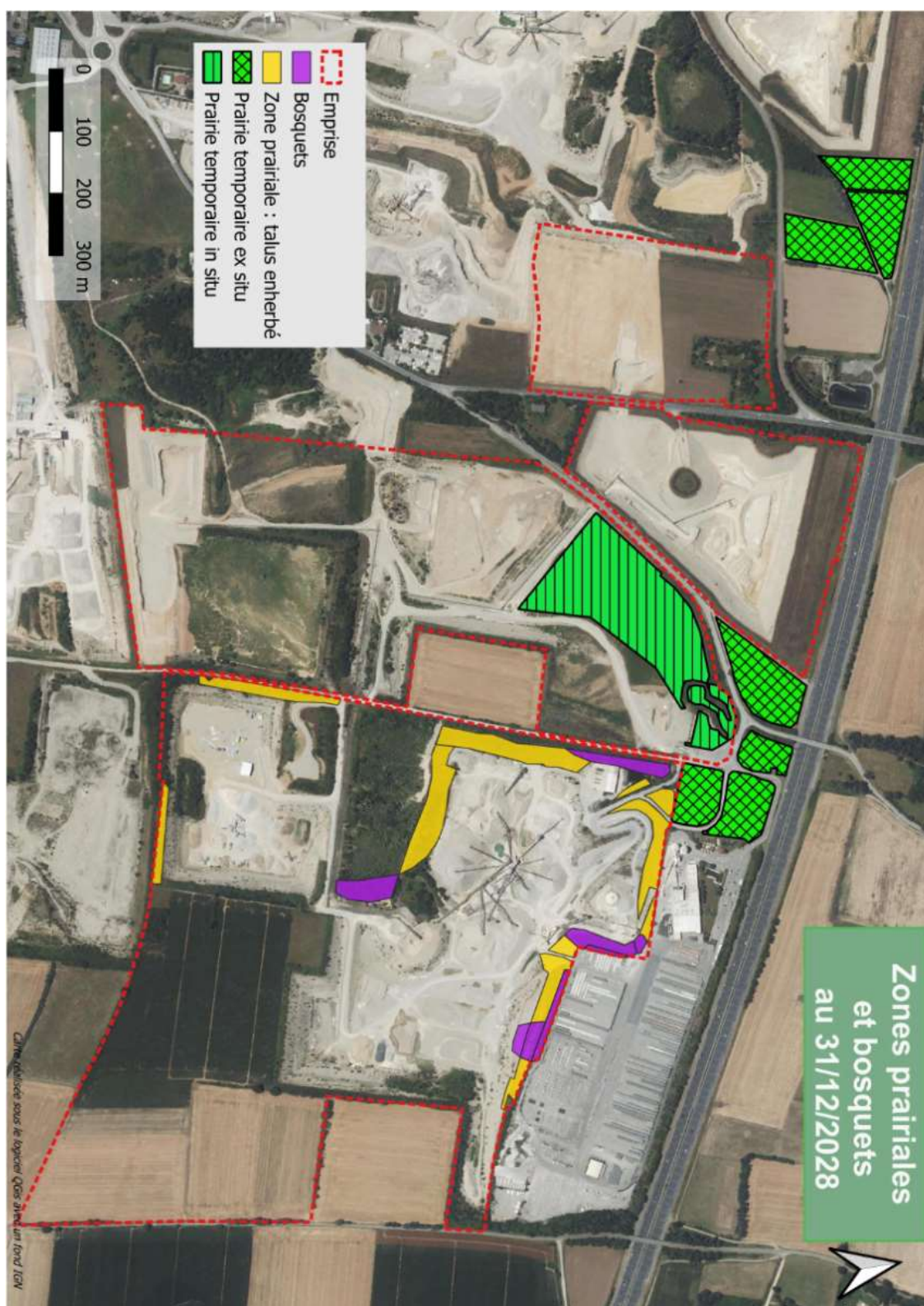
Annexe 7 : localisation de la mesures MC6



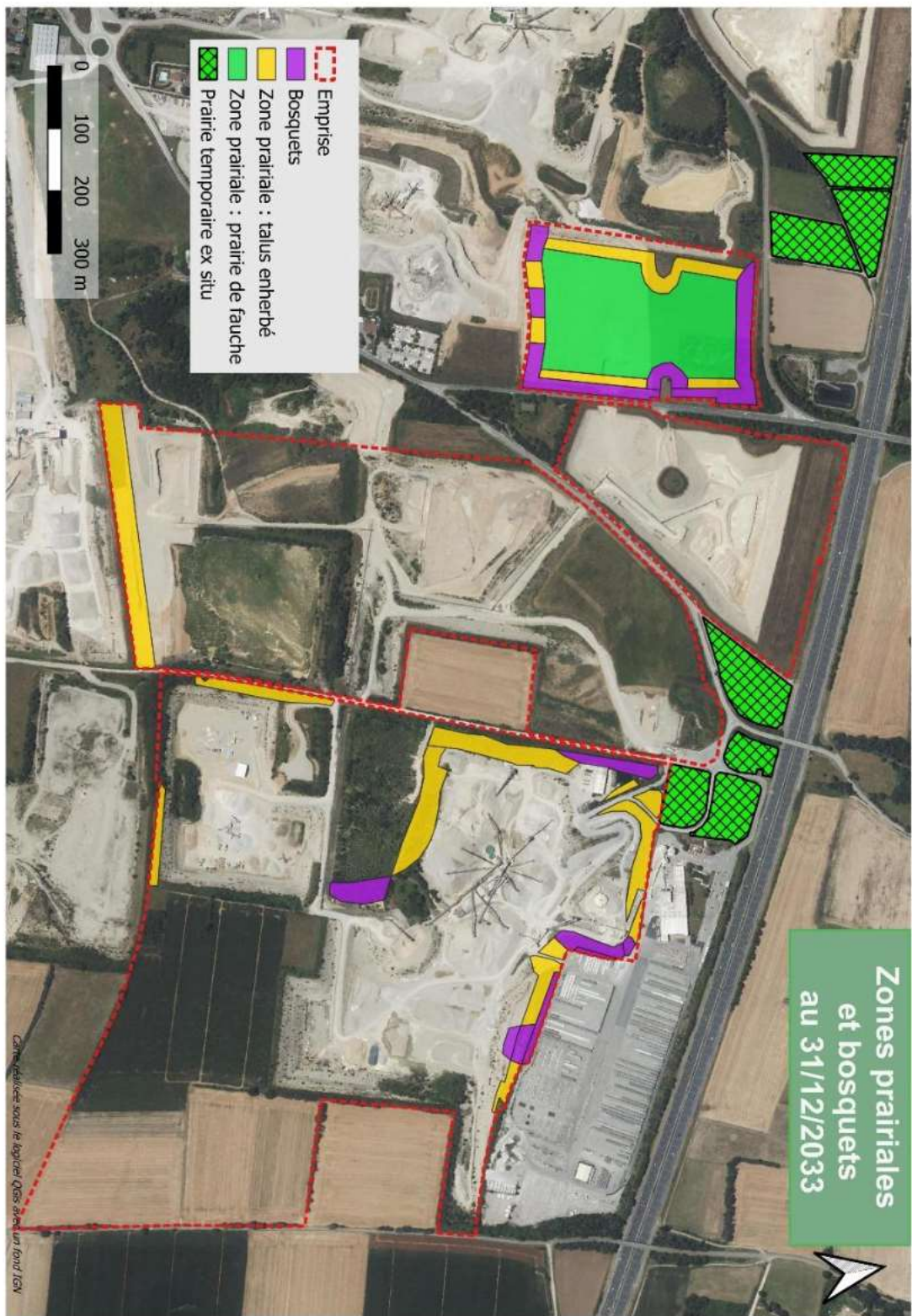
Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral n° DDPP-DREAL 2025-195
Pour la préfète,

Annexe 8 : localisation de la mesures MC7

A. Localisation des prairies reconstituées (phase A)



B. Localisation des prairies reconstituées phase B)



C. Localisation des prairies de fauche reconstituées (phase C)



Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral n° DDPP-DREAL 2025-195
Pour la préfète,